

Madagascar

À trois mois de la présidentielle, « TGV » fait son come-back. Désormais principal opposant au pouvoir en place, il semble en très bonne position dans la course.

Jeune Afrique 29 juil. 2018 OLIVIER CASIN

Rajoelina : un retour à grande vitesse

Andry Rajoelina avait vu loin. En 2014, au moment de remettre la clé glorieuse qui symbolise Madagascar à Hery Ra-



jaonarimamplanina, alors tout nouveau chef de l'état, celui qui était encore le pré-

sident de la transition avait pris congé de ses partisans bouleversés en leur donnant rendez-vous « pour la présidentielle de 2018 ».

Il a tenu parole. Ces dernières semaines, les caravanes orange de son parti, le Mapar, sillonnent le nord et l'est du pays, derrière leur leader retrouvé. L'ancien DJ, qui enflammait les mitrs de « Tana » il y a vingt-cinq ans, a conservé son sens du spectacle. Depuis son retour, début mars, après quatre ans d'exil volontaire en France, il replonge, visiblement heureux, dans les grands bains de foule qui l'avaient porté par le passé

jusqu'à l'hôtel de ville de la capitale. A tout juste 44 ans, l'ancien plus jeune chef d'état du continent n'a rien perdu de sa superbe. La silhouette s'est peut-être un peu assouplie, mais l'œil reste charmeur, le sourire irrésistible et le verbe haut.

Ce retour fracassant sur la scène politique est déjà une victoire pour Andry Rajoelina. Alors qu'après présidentielle ar-rive à grands pas – le premier tour se tiendra le 7 novembre –, « TGV », surnom dont il a hérité aux premières heures de sa carrière politique, est à nouveau sur les rails. Pour l'instant, il ne se présente

officiellement à rien. Mais le 1er août, date de dépôt des dossiers pour la présidentielle, il devrait annoncer sa candidature, lors d'un de ces shows dont il a le secret, au palais des sports d'Antananarivo.

Tous les atouts en main

L'ex-président est en position de force face à ses probables principaux adversaires, tous très affaiblis. « C'est un favori par défaut mais un favori quand même », souffle un membre du corps diplomatique. L'actuel président, Hery, est désavoué jusque dans son camp. Quant à Marc Rava-

lomanana, l'homme qui a précédé Rajoelina à la tête de l'état, de 2002 à 2009, il semble ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire campagne à travers le pays.

Rajoelina ne connaît pas ce genre de problème. Chef d'entreprises à succès dans les

Années 2000, il s'est constitué une belle cassette. Sa belle-famille compte parmi les plus prospères de la Grande Île (son épouse, Mialy, est l'héritière de feu la riche Nicole Razakandisa). Et certains de ses amis sont aussi très fortunés, tel le patron du groupe Sodiat « Mamy » Ra-

vatomanga.

Politiquement, le patron du Mapar a tous les atouts en main. Malgré sa longue absence, ses réseaux sont toujours en place et il n'a eu aucun mal à s'appuyer sur la contestation générale pour mobiliser ses troupes. Le 25 mai, la Haute Cour constitutionnelle (HCC) a obligé le chef de l'état à nommer un Premier ministre « de consensus ». Et c'est à Rajoelina, chef du « parti ou groupe majoritaire lors des législatives de 2014 », que les sages ont demandé de proposer un nom. Depuis le 4 juin, celui qu'il a désigné, Ch-

ristian Ntsay, dirige donc un gouvernement de « cohabitation ». Son parti a récupéré le portefeuille de l'intérieur et Rajoelina a pu placer des membres de son premier cercle au gouvernement, comme son conseiller Augustin Andriamananoro, ainsi que Christine Razanamahaso, porte-voix des députés frondeurs rassemblés sur la place du 13-mai, à Tana. Rajoelina a même démontré sa force en obtenant que les manifestants évacuent l'esplanade.

Au-dessus de la mêlée

Il a enfin réussi, après d'après

tractations, à faire le premier tour de scrutin, initialement prévu fin mai. « Il veut participer à l'élection, si possible aux élections », dit l'une de ses principales revendications », témoignent des médiateurs.

S'étant vu interdire de se présenter en 2013, tout comme l'ex-président Manana, au nom d'une tactique de « ni-ni », Rajoelina a réglé, Rajoelina se propose d'obtenir l'onction et de remplacer le président de « putschiste » par celui aux semelles de plomb, celui de « président

LEHIBE KOKOA: TSINDRIO ETO